Rencontre sur la mondialisation le programme p. 5

COMMUNISTES

Echos du Conseil national

Mouvement social, alternative, municipales, international : Extraits des rapports de

Fabien Roussel et Lydia Samarbaksh

vidéo

Macron a peur du débat avec le peuple (Fabien Roussel)

L'AIR DU TEMPS

Larbin

À quoi reconnaît-on un vrai larbin ? (En l'occurrence, il faudrait écrire, mais on n'ose le faire : une vraie larbine). Le vrai larbin, c'est celui qui en fait toujours plus que ce que son maître lui demande. Exemple : Muriel Pénicaud, ministre du Travail, qui s'est opposée à une proposition de loi visant à instaurer un congé de deuil de douze jours plutôt que cinq pour le décès d'un enfant. Pas question, répond l'ex-DRH de Danone, car un tel « congé serait payé à 100 % par les patrons ». Lesquels patrons jouent la surprise par la voix du président du Medef, il réclame même un nouveau vote. Quant aux élus LREM qui ont suivi sans broncher leur ministre, on lira avec intérêt ce commentaire cité dans *le Parisien* de dimanche dernier, page 9 : « Les députés LREM sont des cons. » C'est un « ténor de la macronie », selon le journal, qui le dit, alors... ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : ..... €

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LE "PLAN DE PAIX" DE DONALD TRUMP, FIN JANVIER, EFFACE LA PALESTINE.

AGENDA MILITANT

Tous les mardis c'est l'Université permanente. Programme sur @universitepermanente

5 février 18 h 30 : Ciné/débat « Cité de la Muette » (sur réservation ciné-archives), auditorium de l'Hôtel-de-Ville de Paris (75004)

5 février 19 h : Rencontre avec Pascal Savoldelli et les travailleurs en lutte, 53 rue Henri-Barbusse, Limeil-Brévannes (94)

5 février 19 h : Meeting présentation du programme et des candidat•e•s, espace des congrès Les Esselières, Villejuif (94)

6 février : Manifestations/actions contre la réforme des retraites

Jeudi 6 février 11 h : A la demande du groupe CRCE, les sénateurs débattent sur le thème : " L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ?" (direct en vidéo)

6 février 18 h 30 : Meeting de présentation du projet et de la liste, salle des Fêtes, Montreuil (93)

6 février 18 h 30 : Forum "Morlaix atout jeunesse" au Mille club de la Madeleine, Morlaix (29)

6 février 19 h : Présentation des engagements et de la liste, 5 av Jean-Baptiste Clément, Mitry-Mory (77)

6 février 19 h : Projection « La sociale » en solidarité avec les grévistes, ancien tribunal, Doullens (80)

6 février 19 h : Présentation de la liste et du programme, salle des fêtes Jean Jaurès, Malakoff (92)

6 février 19 h : Le débat des municipales avec *le Midi Libre*, salle rue Racine, Bagnols sur Cèze (30)

7 février : Dernier jour pour s'inscrire sur les listes électorales

7 février 18 h 30 : Présentation de la liste, centre culturel Fernand-Léger, Avion (62)

7 février 19 h : Rencontre publique, espace Roland-Roche, Valenton (94)

7 février 19 h : Présentation de la charte éthique, du programme et des candidat•e•s, salle Pierre-et-Marie-Curie, Bagnolet (93)

7 février 19 h : Présentation de la liste et du projet, espace culturel Christiane-Faure, Limay (78)

7 février 19 h : Le grand meeting, salle de la Légion d'honneur, Saint-Denis (93)

7 février 19 h : Présentation du projet et des candidat•e•s, salle Robespierre, Ivry-sur-Seine (94)

7 février 19 h : Soirée des luttes, 1 rue Pierre-Brossolette, Bretigny-sur-Orge (91)

7-8 février : Rencontre nationale « Que faire face à la mondialisation capitaliste ? Quelle Révolution ? », place du Colonel-Fabien, Paris 19e

8 février 9 h-17 h : 2e rencontre organisée par la commission nationale Économie sociale et solidaire, sur le thème "Quelle ESS pour le communisme"

8 février 11 h 30 : Hommage aux 9 victimes de la répression en 1962. Métro Charonne, Paris

8 février 19 h : Fête des communistes, 40 rue des Coquelicots, Saint-Étienne-du-Rouvray (76)

9 février 12 h : Banquet de la Saint-Valentin, Annay-sous-Lens (62)

9 février 14 h : Grand Loto, centre socio-culturel, Briare (45)

10 février 18 h 30 : Réunion publique à la maison de quartier Saint-Druon, Cambrai (59)

11 février 18 h 30 : Hommage à Ambroise Croizat, Maison des métallos, Paris 11e

11 février 18 h 30 : Présentation de la liste et du projet, salle Maurice-Thorez, Tarnos (40)

11 février 19 h 15 : Espaces Marx, Rencontre avec Razmig Keucheyan, Les besoins artificiels, Sciences- Po, Paris 7e

12 février14 h 30 : Dans le cadre du tour de France des entreprises, Fabien Roussel sera dans le Puy-de-Dôme. Il visitera un site Michelin et rencontrera son intersyndicale. À 19 h 30, il participera à un meeting avec André Chassaigne et Cécile Cukierman, Maison du Peuple à Clermont-Ferrand (63)

12 février 18 h 30 : Présentation des candidat•e•s, rencontre de Quartier, salle Marcel-Pagnol, Saran (47)

14 février 19 h : Présentation du programme, salle des Fêtes, Darvoy (45)

14 février 19 h : Repas républicain de la section, salle Paul-Éluard, Dieppe (76)

15 février 14 h : Chaine humaine pour protéger l'hôpital public, Chalon-sur-Saône (71)

21 février, 18 h : Notre-Dame, salle Château-Pitty, Gardanne (13)

1er mars 12 h : La choucroute du centenaire,- salle des Fêtes, Vigneux (91)

6 mars 18 h : Rencontre publique. Mairie annexe de Biver, Gardanne (13)

6 mars 20 h 30 : Spectacle/débat « la violence des Riches », 8 bis rue des Déportés, Montataire (60)

6 mars : Initiative nationale sur l'égalité femme-homme

10 mars, 18 h 30 : Meeting, Maison du peuple, Gardanne Biver (13)

11 mars 18 h 30 : Meeting avec Jean-Paul Lecoq, Salle des fêtes de Bléville, Le Havre (76)

12 mars 18 h 30 : Meeting, hall de Lescudeliers, Aurillac (15)

Pour connaître davantage d'initiatives, consulter le site www.PCF.fr
http://www.pcf.fr/actions

Vous pouvez nous communiquer vos initiatives à venir par courriel à communistes@pcf.fr

Politiser les municipales

Dans son rapport devant le Conseil national, le 30 janvier dernier, Fabien Roussel analyse le climat social (nouveau cycle de luttes, retour de la question de classe, résistance de l'opinion au déferlement idéologique des dominants). Il souligne le rôle joué par le PCF, reconnu comme une « force utile », ses efforts pour trouver un débouché politique à la crise. Puis il aborde l'enjeu des municipales.

« **Afin de construire un débouché politique au mouvement social, aux colères qui s'expriment crescendo dans le pays depuis plusieurs mois, dans un tel contexte, nous appelons à travailler au rassemblement populaire le plus large autour d'un projet alternatif clair, porteur de ruptures radicales avec le système.**

Les élections municipales de mars prochain sont de ce point de vue une étape décisive et je crois qu'en étant très offensifs dans la campagne qui est désormais ouverte, nous pouvons marquer des points décisifs partout dans le pays, après une séquence municipale très difficile en 2014. Bien sûr, il nous faut valoriser notre bilan, là où nous dirigeons des communes ou participons à des majorités sortantes. Bien sûr aussi, il nous faut montrer combien les candidats communistes, déjà élus ou pas, sont des points d'appui pour défendre les intérêts des populations et soutenir les luttes. Ce sont des éléments de crédibilité très importants. Mais je crois que la situation politique que nous connaissons depuis maintenant plus de deux ans nécessite que nous politisions au maximum cette échéance électorale.

A ce titre, il nous faut être très offensifs. La question sociale, l'aspiration démocratique, la question de l'argent et de sa réorientation vers des politiques publiques répondant aux exigences populaires doivent être au cœur de ces élections. Oui, nous pouvons faire grandir l'idée que les politiques d'austérité et de casse des services publics de ce gouvernement rendent plus difficile de répondre aux attentes de nos concitoyens. Oui, il faut dénoncer les attaques en matière de pouvoir d'achat, mais aussi les baisses des dotations aux communes dont la majorité est responsable. Il serait trop facile que les candidats En Marche et LR ne soient pas interpellés sur ces questions. Darmanin, Villani, Grivaux, Collomb doivent aussi rendre des comptes sur ces hausses des factures d'électricité, des mutuelles, des loyers, de l'essence, sur la baisses des APL, sur les privatisations de nos trains, sur les fermetures de guichets, des trésoreries municipales, sur la baisse de 13 milliards d'euros de dotations aux collectivités, sur l'état de nos hôpitaux publics, sur la réforme de l'enseignement et sur cette réforme des retraites !

N'hésitons pas à être encore plus offensifs, il faut leur coller l'étiquette LREM sur le dos, eux qui veulent la faire effacer dans les communes de moins de 9 000 habitants ! Et montrons combien les engagements pris par les candidats communistes sont porteurs, à l'opposé, de justice sociale, de progrès social, d'innovations démocratiques. Une ville à direction communiste, c'est une ville qui pratique des tarifs sociaux les plus bas pour permettre à tous l'accès à la cantine, à la garderie, à la culture ou aux sports, et permettre la mixité sociale qui est la base du vivre ensemble. C'est celle qui a inventé les MJC et reste toujours à la pointe pour permettre aux jeunes d'accéder aux sports et à la culture. C'est celle qui développe des centres municipaux de santé depuis toujours, en développant le tiers payant. Ce sont aussi nous, les communistes, qui mettons en œuvre depuis plusieurs années les cantines bio, les circuits courts, pour nos enfants, avec des cuisines centrales le plus souvent. Enfin, c'est nous qui avons décidé de mettre en avant dans de nombreuses communes, dans nos programmes la gratuité des transports, le développement des transports collectifs, les transports en commun, car nous voulons construire une alternative à la voiture en proposant des transports non polluants et gratuits partout où c'est possible !

Casser le duo Macron/Le Pen

Mais pour cela, il faut donner des moyens aux communes et sortir des politiques d'austérité ! C'est pourquoi cette question de l'argent, de la finance doit être placée aux cœur de nos combats. Oui, nous voulons reprendre le pouvoir sur l'argent, sur les richesses que nous créons pour répondre aux besoins de nos concitoyens, pour relever le défi climatique. N'ayons pas peur de mettre ces sujets au cœur de nos échanges avec les autres forces de gauche et écologistes. Poussons le débat et la confrontation sur ces questions, car il serait trompeur de faire croire aux Français que nous allons relever le défi climatique sans remettre en cause la finance, sans remettre en cause le capitalisme. (...)

Dans la bataille idéologique qui se mène dans le pays, pointons aussi l'extrême droite qui n'avance aucune proposition et continue de diviser nos concitoyens selon leurs origines. Pour eux, l'ennemi c'est l'immigré, pour nous c'est la finance. Eux surfent sur le mouvement social, sur la colère, mais ils n'attaquent jamais le capital. Cela aussi il faut le dire. C'est pourquoi, toutes nos propositions font partie de ce projet de société que nous défendons. C'est aussi comme cela que nous ouvrirons une perspective politique de progrès lors des prochaines échéances nationales de 2022. Car si nous gagnons actuellement la bataille de l'opinion sur les retraites, la perspective politique, malgré touts nos efforts, fait défaut. Et toutes les initiatives que nous prendrons ne seront jamais médiatisées. Tout sera fait pour les minorer. Dans un tel mouvement social, d'une telle intensité de confrontation entre les forces du capital et le monde du travail, nous devrions normalement nous renforcer, être plus forts, plus audibles. Je ne dis pas que nous ne gagnons pas en audience, en renforcement. Mais ce n'est pas suffisant. Le comble serait même que l'abstention grossisse toujours et que l'extrême droite se renforce dans un tel climat social !

Nous devons nous fixer l'objectif de réussir à convaincre les abstentionnistes de retrouver le chemin des urnes pour soutenir un autre projet de société et des valeurs de progrès, tournant le dos au libéralisme et à l'extrême droite. Il faut réussir à casser le duo Macron/Le Pen en se fixant l'objectif que l'extrême droite ne soit pas présente au second tour de cette élection ! C'est cela qui doit être d'abord notre priorité. Ce n'est pas d'être face à Le Pen, car ça c'est le pire, c'est accréditer sa présence alors que c'est dans 2 ans et demi. Tordons d'abord le cou à l'idée que l'extrême droite pourrait incarner une perspective politique.

Le face à face qu'il faut obtenir, c'est celui d'une confrontation entre ceux qui défendent la finance et ceux qui défendent l'être humain, entre le capitalisme et l'Humain et la Planète d'abord, entre ceux qui portent un modèle de société à bout de souffle, contre ceux qui aspirent à bâtir un nouveau modèle économique, écologique et porteur de justice sociale. Alors, oui, cette campagne des municipales est déterminante pour la suite. »✪

La solidarité internationale, un atout essentiel

Le CN du 31 janvier a adopté un document de synthèse faisant état de l'évolution de la situation internationale et des rapports de force en présence (voir le site du PCF). Extraits du rapport de présentation par Lydia Samarbaksh, responsable du secteur international.

« L'internationalisme et la paix constituent l'un des fondements de la création du Parti communiste français en 1920. Les communistes ne se sont jamais payés de mots en la matière et la dimension internationale de notre action constitue une des priorités de nos combats que nous cherchons sans cesse à amplifier afin de contribuer à une transformation de la mondialisation actuelle. Pour le PCF, la paix est un projet politique : il s'agit de l'aboutissement d'un processus qui vise la sécurité humaine collective.

Au dernier congrès, nous avons souligné dans notre résolution combien « les profonds changements dans lesquels les peuples et la planète sont engagés appellent à redoubler les mobilisations populaires, la solidarité internationale, pour mettre en échec les stratégies de domination et d'exploitation capitaliste qui instaurent humiliations, insécurités et violences. » Les événements vécus en 2019 ont non seulement confirmé qu'il s'agit d'une aspiration largement partagée, mais que les peuples, dans la spécificité de leur combat, y sont pleinement engagés aujourd'hui pour un très grand nombre, et que la question de la solidarité internationale est cruciale.

« Nul ne peut prétendre que la dictature du capitalisme international a été solidement et durablement installée sur la mondialisation », rappelait Bertrand Badie dans son essai *Nous ne sommes plus seuls au monde.* Et c'est une conviction que nous partageons.

La mondialisation recouvre aussi les possibilités pour les peuples, pour les forces du travail de construire un monde humain, non plus élitaire et fondé sur les injustices, les inégalités et le jeu des puissances et des logiques de domination et d'exploitation.

Le quotidien des relations internationales est désormais marqué par la prégnance des questions sociales et des inégalités et insécurités que la mondialisation capitaliste amplifie.

Mais l'alternative ne se trouvera pas du côté d'un « minilatéralisme » (G7 ou G20), cette politique de clubs qui exclut ceux qui sont confrontés à la souffrance. Ce minilatéralisme comme réponse à la fin de l'hégémonie occidentale peut se révéler tout aussi illusoire que l'hégémonisme d'antan. Cela prolongera la nature désordonnée et fragmentée d'un monde tiraillé entre l'impossible domination et la reproduction infinie d'instincts de puissance. Elle peut s'accomplir par une régionalisation du monde qui contiendrait les pulsions centrifuges en entretenant des espaces ordonnés autour de puissances régionales. Elle peut s'ordonner aussi autour d'un multilatéralisme, vidé de son sens, repensé en adéquation avec les logiques de vassalité.

C'est du côté des perspectives qu'ouvrent l''interdépendance, l'inclusion, la mobilité – qui constituent les donnes nouvelles de l'étape historique actuelle de la mondialisation – qu'il y a une « autre mondialisation possible » et qu'elle cherche à grandir.

Pour conforter un tel mouvement, la solidarité internationale sera l'atout essentiel des peuples, travailleurs et exploités, en lutte. Mais au vu de l'éclatement des forces émancipatrices et transformatrices, des divisions et des affaiblissements des unes ou des autres, nous pensons indispensable de contribuer à inventer, avec toutes les forces disponibles, les nouveaux contours et outils de solidarité internationaliste qui renforcent les capacités libératrices des peuples et des travailleurs dans le combat pour dépasser le capitalisme, en unissant les forces progressistes de transformation sociale sans exclusive.

« Un internationalisme des peuples et des travailleurs, des exploités, qui renforce les capacités émancipatrices des peuples dans leurs luttes et qui unit autour de majorités d'idées et d'actions toutes les forces de transformation sociale engagées dans ce combat pour dépasser le capitalisme sans exclusion dogmatique. »

Prêts à prendre toutes nos responsabilités dans le combat politique, nous avons pour notre pays l'ambition qu'il *XXX (manque un mot)* « avec une vision et une action internationales de grande ambition pour notre peuple, pour l'Europe, pour le monde entier, et écrive une nouvelle page des relations internationales : Pour un monde de développement humain, social, démocratique et écologique partagé, de coopération et de solidarité. »

Là non plus il ne s'agit pas, et nous ne le faisons pas, de se payer de mots : la politique d'Emmanuel Macron entraîne notre diplomatie dans des impasses.

Les différents mouvements et soulèvements populaires actuels semblent l'avoir plongé dans une certaine torpeur – hormis quand il s'agit de manifester son appui aux forces d'extrême droite latino-américaine, comme le montre la position française sur la crise vénézuélienne…

Là où les aspirations populaires mettent en cause les inégalités insoutenables d'un « capitalisme devenu fou » qu'il prétendait dénoncer lui-même, Emmanuel Macron reste coi. Là où l'extrême droite remet en cause l'État de droit dont il dit vouloir être le garant universel, Emmanuel Macron reste coi. Là où l'extrême droite, les néo- et islamo - conservateurs enchaînent les offensives militaires, Emmanuel Macron reste coi. Les cas de figure se multiplient dangereusement ce 29 janvier, par exemple avec la réaction officielle française au prétendu « plan de paix » Trump-Netanyahu qui projette la création de rien de moins qu'un bantoustan pour « régler » le « cas palestinien ». Et parallèlement, nous l'avons dit plus haut, sans aucune vision politique, les décisions et positions de politiques internationale et européenne française sous la présidence d'Emmanuel Macron contribuent à la dynamique de surmilitarisation du monde et des relations internationales, laissant sans réponse les enjeux du moment – de la paix au Proche-Orient au défi climatique – que celles des néo-libéraux ou des néo-nationalistes.

De ce point de vue, les initiatives prises par Fabien et Jean-Paul Lecoq à l'Assemblée nationale le 26 septembre, celle de Pierre Laurent le 16 novembre au Sénat, les ordres du jour sur l'OTAN comme un certain nombre d'initiatives mentionnées dans ces pages et qui trouveront leur concrétisation au cours des mois à venir, sont d'une importance capitale pour peser sur le rapport de forces international, en menant la bataille dans un pays comme le nôtre où un consensus s'est installé dans les classes dirigeantes sur l'état de l'ordre mondial actuel et le rôle de la France dans ce contexte, et sur la priorité donnée par leurs politiques aux forces dominantes et forces du capital. »✪

« Que faire face à la mondialisation capitaliste ? Quelle révolution pour un monde de coopération et de partage ? »

C'est le thème des rencontres internationales auxquelles le PCF et la revue *Economie et politique* invitent

Vendredi 7 février de 17 h à 21 h 30 / Samedi 8 février de 9 h à 18 h

Siège du PCF - 2, place du Colonel-Fabien, Paris

Jour	Début	Sujet	Intervenant.e.s
vendredi	17:00	Accueil	
vendredi	18:00	Discours introductif	Igor Zamichiei, membre du comité exécutif national du PCF
vendredi	18:15	Repères d'analyses, éléments de propositions, possibilités de travailler ensemble : particulièrement sur multinationales et alternative au dollar. Annonce du débat nécessaire sur l'Union européenne et l'euro en vue d'une action commune (propositions de luttes pour un autre rôle de la BCE)	Frédéric Boccara, membre du comité exécutif du PCF
vendredi	19:00	Pause	
vendredi	19:15	Interventions d'orateurs internationaux et de syndicalistes	Yang Yan (ambassade de Chine en France), Marc Botenga (député européen du PTB et coordinateur de la commission Industrie pour le groupe GUE-NGL), Marie-Claire Cailletaud (présidente du groupe CGT au CESE), Alexandre Bouzgaline, (université d'État de Moscou)
samedi	09:00	Multinationales – GAFA normes, droits, traités - GAFA A. Multinationales : enjeux, défis	Yann Le Pollotec (membre du conseil national du PCF), Claude Josserand (CGT Alcatel – Nokia), Stéphanie Gwizdak (syndicaliste, Thalès), Evelyne Ternant (membre du comité exécutif national du PCF), Tibor Sarcey (économiste)
		B. Quelles institutions, quelle intervention ?	Kevin Guillas-Cavan (chercheur, IRES), Bernard Thibault (OIT), Gregory Pastor (coordinateur CGT du groupe GE, secrétaire du comité européen de la division POWER de GE), Baptiste Delmas (université de Bordeaux)
samedi	11 :00	Pause	

Jour	Début	Sujet	Intervenant.e.s
samedi	11:30	Quels instruments monétaires et financiers de coopération ? (première partie)	
Hédi Sraïeb		A. biens communs, services publics	David Gobé (président de la section cheminots d'ITF), Alain Tournebise (ancien fonctionnaire de l'ONU, ancien membre du CES), Alexandre Derigny (CGT Finances), Hédi Sraïeb (économiste, membre du conseil national d'Al Massar)
samedi	12 :30	Buffet	
samedi	14:00	Quels instruments monétaires et financiers de coopération ?	
		B. Dollar – FMI – euro / Monnaie commune mondiale, – guerre économique	Yves Dimicoli (économiste), Pedro Paez, ancien ministre dans le gouvernement de Rafael Correa, membre de la commission Stiglitz sur la réforme du système monétaire et financier international), Bruno Odent (*L'Humanité*)
samedi	15 :00	Quelles luttes communes pour une Europe de coopération dans une autre mondialisation ?	Denis Durand, Anthony Tetard (CGT Ports et docks, coordinateur Europe d'*International Dockworkers Council*, Conseil international des travailleurs portuaires), Giorgos Koukoumas (membre du comité central d'AKEL), Vincent Boulet (membre du bureau du PGE)
samedi	17:00 :	Batailles communes, suites de la rencontre	Jean-Marc Durand, membre du conseil national du PCF, Léo Charles, économiste (ATTAC), Paolo Ferrero (PGE, Rifondazione Comunista)
samedi	18:00:		Frédéric Boccara
	18:00	Moment culturel	Les Szgaboonistes

Le Conseil d'État rectifie Castaner

Après ses observations sur le projet de loi de destruction du système de retraite, et en l'espace de quelques jours, le Conseil d'État vient d'infliger au gouvernement un nouveau camouflet en rectifiant radicalement la circulaire Castaner sur les élections municipales.

Le 7 janvier, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a adressé une lettre circulaire aux préfets sur les procédures d'étiquetage politique des listes et des candidat·e·s aux élections municipales de mars 2020.

Contrairement à l'usage qui veut qu'une telle circulaire touchant à l'organisation du scrutin et surtout à la publication officielle des résultats soit rendue publique, celle-ci n'a été publiée ni au *Journal officiel*, ni sur le site Web du ministère, ni n'a été intégrée dans le guide du candidat aux municipales édité par le ministère. Heureusement la presse a reçu communication de cette circulaire via certains lanceurs d'alertes tapis dans les préfectures. Ce qui lui a permis de sonner le tocsin, entrainant ainsi plusieurs plaintes auprès du Conseil d'État.

Cette circulaire visait en toute opacité à limiter l'étiquetage politique des listes et des candidats aux communes de plus de 9 000 habitants, faisant disparaitre par avance la prise en compte de l'expression démocratique par le bulletin de vote de plus de la moitié du corps électoral du pays. En effet, de par sa faible implantation militante hors des grandes villes, de par la composition sociale CSP+ de ses candidat·e·s présente seulement dans certains quartiers, et de par le peu d'appétence des candidat·e·s de LaREM aux municipales à assumer publiquement la politique antisociale de Macron, le résultat national en voix de ces élections risque de montrer à quel point le parti présidentiel est minoritaire dans le pays.

Certes ce n'est pas la première fois que le ministère de l'Intérieur se livre, avec les étiquettes politiques qu'il attribue aux candidat·e·s, à des manipulations de consolidation nationale des résultats électoraux pour atténuer la perception d'une déroute électorale. Ainsi en 2015, lors des élections départementales, les binômes de candidats où le PCF était associé avec un·e candidat·e- d'une autre force politique étaient systématiquement étiquetés divers gauche, alors que ceux où un·e candidat·e du PS était en binôme avec une autre force étaient comptés au crédit de la majorité présidentielle de l'époque.

Cependant, cette circulaire marque un changement d'échelle. Il s'agit d'une opération massive de fraude électorale institutionnalisée, afin de camoufler la défaite annoncée de LaREM.

Cette circulaire s'inscrit dans la stratégie de délégitimation des partis politiques et de la démocratie poursuivie par Emmanuel Macron depuis 2017. L'élection présidentielle deviendrait ainsi la seule échéance politique et démocratique, à l'exclusion de toutes les autres, qui légitimerait par anticipation et sans débat, contestation ou opposition possible pendant cinq ans tous les actes et actions du Président de la République et de son gouvernement. Les élu·e·s, du conseiller municipal au parlementaire, seraient réduits alors au rôle de fonctionnaires de la « société de vigilance » souhaitée pour notre pays par Emmanuel Macron. Ils ne seraient alors plus qu'un « corps intermédiaire » fusible du pouvoir étatique, en porte à faux avec la volonté de leurs électeurs, seulement mandatés pour faire la pédagogie de la politique du gouvernement et pour la mettre en œuvre.

Le « nouveau monde » ne rêve-t-il pas secrètement de revenir au temps du début de la IIIe République où les maires étaient désignés par les préfets ?

Cette circulaire n'était-elle pas symptomatique d'un Emmanuel Macron, certes légalement élu mais sans légitimité démocratique, qui se comporte comme le fondé de pouvoir des 1 % de profiteurs du capitalisme financier et non comme le président de toutes les Françaises et de tous les Français.

À juste raison, le Conseil d'État a rappelé le principe d'égalité entre tou·te·s les citoyen·ne·s français·es, malheureusement sévèrement mis à mal par les politiques de discriminations territoriales et sociales menées par le gouvernement d'Édouard Philippe.

Le Parti communiste français se félicite de la décision du Conseil d'État et appelle le ministre de l'Intérieur à avoir désormais un comportement républicain exemplaire. ✪

Yann Le Pollotec,
secteur Élections

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La Palestine a le droit à la vie !

Le mardi 28 janvier 2020, à la Maison-Blanche, Donald Trump, aux côtés du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, présentait son « plan du siècle ». Comme le disait Leïla Shahid dans *l'Humanité* du 29 janvier 2020, le monde assistait *« à une mascarade rarement vue dans la politique internationale »*.

Avec la plus grande arrogance, le président des États-Unis, au mépris du droit international, entérine la politique de faits accomplis poursuivie par Israël en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. À aucun moment n'a été évoqué un État palestinien. En proposant l'annexion des colonies illégales, d'une partie de la vallée du Jourdain, de Jérusalem-Est, il ne reste aux Palestiniens que des « bantoustans » sans aucune continuité territoriale et sans souveraineté.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron a cru bon de « *saluer les efforts du président américain Donald Trump et étudiera avec attention [ce] plan de paix* ». Une nouvelle fois, la France manifeste son allégeance à Washington. De leur côté, les pays du Golfe font preuve de leur abandon de la cause du peuple palestinien.

"L'accord Trump-Netanyahu est une menace pour l'avenir des deux nations."

Depuis le 1er février, ce plan est condamné par les Nations unies, qui rappellent que seules les résolutions de l'ONU peuvent être la base d'une solution politique, et par les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe, qui ont indiqué qu'elle *«rejetait l'accord du siècle américano-israélien étant donné qu'il ne respecte pas les droits fondamentaux et les aspirations du peuple palestinien »*. D'autres voix s'élèvent : celles des chrétiens des pays arabes ainsi que celle de la Confédération internationale de syndicats.

En Israël, le 1er février, les populations juives et arabes ont manifesté ensemble en dénonçant : « *L'accord Trump-Netanyahu est une menace pour l'avenir des deux nations. Il s'agit d'un accord unilatéral qui n'apportera pas la paix, la justice ou le règlement des conflits, mais qui propagera davantage la violence. Le plan donne au gouvernement [israélien] le feu vert pour annexer la Cisjordanie, pour se rendre aux diktats des colons extrémistes et pour refuser la citoyenneté de centaines de milliers de citoyens arabes israéliens...* »

Si cet accord devait se concrétiser, nous entrerions dans une période de tous les dangers, celui pour les Palestiniens d'être définitivement dépossédés de leur terre, celui d'un monde où la force prime sur le droit.

Pour les militant·e·s du Parti communiste français, devant de tels dangers, notre engagement ne doit pas faiblir et nous devons continuer à exiger de notre gouvernement la reconnaissance de l'État de Palestine – que le Parlement français a votée – dans des frontières sûres et reconnues, celles de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale et également la reconnaissance du droit au retour des réfugiés, droit inaliénable, conformément à la résolution 194.

Nathalie L'Hopitault
membre du Collectif pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens du PCF

Le 5 février : les jeunes dans la rue pour leur avenir

Deux mois jour pour jour après la date qui a lancé la mobilisation contre la réforme des retraites, le MJCF est à l'initiative avec d'autres organisations de jeunesse d'une journée de mobilisation nationale des jeunes contre la réforme des retraites.

Pourquoi une journée de mobilisation de la jeunesse ?

Parce que le système par points va s'appliquer uniquement pour les générations nées après 75 et celui-ci va particulièrement impacter les jeunes. Dans le système actuel, les premières années de travail, caractérisées le plus souvent pas une plus grande précarité, ne sont pas prises en compte dans le calcul des pensions. Avec le système par points, c'est l'ensemble de la carrière qui sera prise en compte, contre les 25 meilleures années aujourd'hui. Le gouvernement peut tourner les choses dans le sens qu'il souhaite : cela va nécessairement tirer les pensions de retraite vers le bas.

Parce que la valeur du point ne sera pas fixe et pourra évoluer en fonction des années. Le gouvernement a beau dire que cette réforme est là pour simplifier le système, il n'en n'est rien. Les jeunes qui seront les premiers à connaître le système par points accumuleront des points, sans pour autant savoir leur valeur. Ainsi, personne ne saura exactement le montant de sa future pension avant d'arriver à la retraite. L'avenir est donc plus qu'incertain pour les jeunes d'aujourd'hui.

Parce que l'âge d'équilibre va augmenter au fil du temps et donc impacter d'autant plus les jeunes. Peu importe la terminologie employée par le gouvernement, l'âge pivot ou l'âge d'équilibre est en réalité l'âge réel de départ à la retraite. Bien que le gouvernement ait évoqué l'idée de 64 ans, celui-ci ne sera pas fixe et pourra évoluer en fonction de l'équilibre budgétaire. Selon les estimations, cet âge sera fixé à 65 ans en 2037, et celui-ci pourra encore aller au-delà, jusqu'à 67 ans ou plus.

Mobilisation de la jeunesse le 5 février

C'est pour toutes ces raisons que le MJCF est à l'initiative avec d'autres organisations de jeunesse d'une date de mobilisation "jeunes" contre la réforme des retraites. Nous avons choisi la date du 5 février, date symbolique car deux mois jour pour jour après le premier jour de grève contre la réforme. Des mobilisations auront lieu partout en France sous des modes d'actions différents. Des assemblées générales de jeunes, rassemblements devant des permanences de députés, des actions coup de poing, ou des manifestations.

Les objectifs de cette date de mobilisation sont, d'une part, de médiatiser la mobilisation des jeunes et, d'autre part, d'organiser les jeunes pour les prochaines dates de mobilisation. Depuis le début de ce mouvement, les jeunes ne sont pas audibles au sein des manifestations. Le gouvernement l'a très bien compris et c'est pour cela que pour faire passer sa réforme il a décidé de l'appliquer progressivement pour les nouvelles générations. Cette journée de mobilisation doit permettre de mettre en lumière que les jeunes sont mobilisés et surtout qu'ils sont majoritairement contre la réforme. En plus de médiatiser ces actions de la jeunesse, cette journée doit permettre d'être un levier pour organiser les jeunes pour les prochaines luttes. En effet, la plupart des actions prévues à ce jour sont ou seront suivies d'assemblées générales pour discuter ensemble de la façon dont nous devons nous organiser pour faire reculer le gouvernement et retirer cette réforme.

Le 5 février, deux mois jour pour jour après la première date de mobilisation, les jeunes s'organisent et comptent bien faire reculer le gouvernement. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

RÉFÉRENDUM ADP

DIRECT VIDÉO

Jeudi 6 février 2020, 11 h :

A la demande du groupe CRCE, les sénateurs débattent sur le thème : " L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ?"

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA